

quantité de missiles nucléaires invulnérables, ainsi que par la réalisation au sein de l'OTAN d'une force armée conventionnelle en Europe presque égale à celle de l'Union soviétique.

Cependant, en même temps que se produisait ce rapprochement entre les deux grandes puissances, il se creusait un fossé de plus en plus large entre chacun d'eux et certains de leurs alliés. On peut douter que le rapprochement des États-Unis et de l'Union soviétique soit une cause des désaccords franco-américain et sino-soviétique ou qu'un tel rapprochement est le résultat de tels désaccords; mais on peut difficilement affirmer que ces deux phénomènes se sont produits tout à fait indépendamment l'un de l'autre. Les questions de contrôle des armements sont au cœur même des litiges qui tendaient à unir les deux grandes puissances et à les séparer de certains de leurs alliés. Les États-Unis et l'Union soviétique se sont montrés sensibles, par-dessus tout, à deux points d'intérêt commun dans le domaine du contrôle des armements: la réduction du risque de guerre par accident ou erreur de calcul; et la prévention ou l'interdiction de la propagation des armes nucléaires. On peut dire que ces deux points n'intéressent pas seulement les deux grandes puissances mais aussi tous les autres pays. Néanmoins, la tentative de mettre des bâtons dans les roues des puissances qui veulent acquérir des armes nucléaires a créé un conflit entre les États-Unis et la France et entre l'Union soviétique et la Chine. De même, la tentative de réduire le risque de guerre par accident ou erreur de calcul a amené un conflit entre les États-Unis et l'Allemagne de l'ouest, et, dans une certaine mesure, leurs autres alliés Européens aussi; tout comme cette tentative a créé une autre source de discussion entre l'Union soviétique et la Chine.

Ainsi, dans le domaine du désarmement complet et général, les États-Unis ont avancé un plan qui jouit de l'appui général du Royaume-Uni et de certains autres gouvernements de l'Ouest; mais la France a clairement exprimé son désaccord au point de se retirer des négociations, et l'Allemagne de l'ouest ne prend aucune part aux discussions dont émerge le plan des États-Unis. Dans le domaine des mesures locales et partielles, pour ne prendre que les exemples étudiés ici, les États-Unis sont dans une position où ils doivent choisir entre l'accord avec l'Union soviétique et le maintien des bonnes relations avec la France et l'Allemagne. L'accord sur un traité complet d'interdiction des essais nucléaires ne peut être obtenu qu'au prix d'une rupture avec la France et l'Allemagne; et l'accord sur une zone non nucléaire en Europe au même prix aussi. Enfin, dans le domaine de la politique unilatérale de contrôle des armements, les États-Unis ont entrepris une politique de «réponse souple» que l'Allemagne de l'ouest, la France et même la Grande-Bretagne n'approuvent pas complètement.

Ces faits soulèvent la question de savoir si la manière surtout «bilatérale» d'aborder le problème du contrôle des armements, c'est-à-dire, l'hypothèse suivant laquelle ce sont les relations entre l'Union soviétique et les États-Unis qui doivent être rendues moins périlleuses et c'est l'accord entre l'Union soviétique et les États-Unis qui importe avant tout, est encore proportionnée aux dangers d'ordre militaire qui existent actuellement dans le monde. Si la capacité des deux grandes puissances de parler pour leurs alliés ou de déterminer leur politique diminue, cela semblerait indiquer que les accords conclus par les États-Unis et l'Union soviétique sans le consentement de la France, de l'Allemagne de l'ouest et de la Chine sont d'une valeur limitée. De plus, si le conflit entre les États-Unis et l'Union soviétique n'est pas le seul conflit sérieux dans le monde, si les nouvelles brèches ouvertes dans la politique internationale s'élargissent et produisent leurs propres dangers d'ordre militaire, alors les politiques de contrôle des armements qui n'ont pour but que d'atténuer le con-